



Déclaration liminaire FSU

F3SCT 10 septembre 2026

Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le conseiller de prévention académique, Mesdames et Messieurs les membres de la Formation Spécialisée,

Nous souhaitons une bonne rentrée à l'ensemble des personnels de l'Education nationale de notre département.

Après une fin d'année scolaire difficile liée aux conditions climatiques, nous aurions espéré une reprise plus légère. Contrairement aux discours optimistes du ministre, il n'y a pas un professeur devant chaque classe à la rentrée ; il manque au moins un professeur dans 53 % des collèges et des lycées à la rentrée. Concernant sa communication sur les salaires des enseignants à 3090 euros, nous sommes loin du montant et de la considération attendue par l'ensemble de la profession !

Face à la canicule subit de plein fouet par l'ensemble de la communauté éducative, le problème du bâti scolaire est incontestable. L'absence de cartographie nationale empêche toute politique cohérente. Nous devons agir et essayer de répondre au mieux à cette problématique qui a des répercussions fortes sur les conditions de travail. L'élaboration d'un protocole collectivité ambiance thermique au sein de cette instance se révèle indispensable.

Heureusement la rentrée apporte son lot de grandes annonces pour l'école et les élèves. C'est le cas du nouveau questionnaire sur les violences sexuelles qui devra être mis en œuvre par les enseignants à partir du mois de novembre. Encore une fois, un dispositif est imposé sans aucune formation préalable, que ce soit pour recueillir la parole des enfants ou sur les démarches à effectuer afin de les protéger. La FSU se questionne, quel service de l'Education Nationale et de la protection de l'enfance va analyser et prendre en charge ses élèves ? Et quelle prise en compte de la santé mentale des enseignants face à de tels recueils ? Décréter la santé mentale comme grande cause nationale ne suffit pas, renforcer la prévention et donner des moyens devraient être mis en œuvre. La FSU déplore l'absence de formation aux dispositifs pourtant existants comme les « Premiers Secours en santé mentale » (PSSM).

Quant à l'inclusion pourtant primordiale dans une société qui se veut tolérante et égalitaire, le manque de moyen dans sa mise en œuvre est en train de produire l'effet inverse. Des AESH toujours plus précaires, en nombre insuffisant, des effectifs de classe trop élevés, une formation institutionnelle absente faute de moyens suffisants... un cumul qui provoque trop souvent détresse et mal être. La création des PAS seule et sans moyens supplémentaires ne pourra pas être une réponse satisfaisante.

Enfin, nous regrettons l'absence de réponse du rectorat à la suite de notre alerte concernant le collège Montjoie de Saran

Ces différents constats nous les faisons depuis plusieurs années. Nous alertons sur les conditions de travail, l'accroissement des risques psychosociaux, les salaires, le bâti ou encore les difficultés de recrutement que traversent le métier et l'école. Les décisions

politiques ne sont pas à la hauteur. Pour la FSU, l'urgence est à l'augmentation générale des salaires et à l'amélioration des conditions de travail afin de préserver la qualité du service public. C'est pour cette raison que nous appelons à la grève le 29 septembre prochain..